

# Conseil de fabrique

La fabrique, au sein d'une communauté paroissiale [catholique](#), désigne un ensemble de « décideurs » (clercs et laïcs) nommés pour assurer la responsabilité de la collecte et l'administration des fonds et revenus nécessaires à la construction puis l'entretien des édifices religieux et du mobilier de la [paroisse](#) : église(s), chapelle(s), calvaire(s), argenterie, luminaire(s), ornement(s), etc...

Les membres du « conseil de fabrique » sont donc des administrateurs désignés plus spécifiquement par les termes de [marguilliers](#) et de fabriciens.

Les revenus de la fabrique provenaient, c'est ce qui est le plus connu, des quêtes et offrandes. Mais pas seulement : la location des places de bancs dans l'église, par exemple, était aussi un revenu régulier (bien souvent perçu annuellement à date fixe) pour la fabrique.

## Histoire des fabriques en France

Le décret du 2 novembre [1789](#), qui mettait les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation, déclare ne pas toucher aux biens des fabriques. Peu après, le décret de brumaire an III ([1793](#)) déclare par la suite propriété nationale tout les actifs des fabriques.

Le Concordat, signé par le Pape et le premier Consul, et rétablissant le culte en France, fut reconnu loi d'État, le 8 avril [1802](#). Le même jour paraissaient des articles organiques. L'article 76 portait « *qu'il sera établi des Fabriques, pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes* ». Pour leur donner un patrimoine, le décret du 7 thermidor an IX (26 juillet [1803](#)) décide de « *rendre à leur destination les biens des Fabriques non aliénés* ».

Les fabriques deviennent alors des [établissements publics du culte](#), et ce jusqu'en 1905. Le conseil de fabrique comprend alors le curé, le maire et cinq à neuf membres élus. Les fabriques sont à nouveau supprimées par la loi de [séparation des Églises et de l'État en 1905](#). Les revenus et biens des paroisses sont désormais administrées par des [associations cultuelles](#), sauf dans les trois départements de la [Moselle](#), du [Bas-Rhin](#) et du [Haut-Rhin](#) où les fabriques subsistent comme établissements publics.